



Rogers Communications Inc.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
(non audité)**

Trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019

Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	2019
Produits	4	3 416	3 587
Charges opérationnelles			
Coûts opérationnels	5	2 081	2 252
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		639	609
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	6	21	20
Charges financières	7	220	189
Autres produits	8	(14)	(13)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		469	530
Charge d'impôt sur le résultat		117	139
Bénéfice net de la période		352	391
Bénéfice par action			
De base	9	0,70 \$	0,76 \$
Dilué	9	0,68 \$	0,76 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat global**

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Bénéfice net de la période	352	391
Autres éléments du résultat global :		
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net		
Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)		
(Diminution) augmentation de la juste valeur	(288)	312
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	38	(44)
Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la JVAÉRG	(250)	268
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le résultat net		
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés	2 248	(338)
Reclassement (du profit) de la perte sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net	(1 000)	169
Reclassement du profit sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles	(20)	(16)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	(13)	(12)
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	(291)	64
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie	924	(133)
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	9	(3)
Autres éléments du résultat global de la période	683	132
Résultat global de la période	1 035	523

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 936	494
Débiteurs		1 984	2 304
Stocks		423	460
Partie courante des actifs sur contrat		1 094	1 234
Autres actifs courants		714	524
Partie courante des instruments dérivés	10	192	101
Total des actifs courants		6 343	5 117
Immobilisations corporelles		14 049	13 934
Immobilisations incorporelles		8 896	8 905
Placements	11	2 554	2 830
Instruments dérivés	10	3 490	1 478
Actifs sur contrat		418	557
Autres actifs à long terme		403	275
Goodwill		3 923	3 923
Total des actifs		40 076	37 019
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	12	966	2 238
Créditeurs et charges à payer		2 433	3 033
Impôt sur le résultat à payer		232	48
Autres passifs courants		126	141
Passifs sur contrat		279	224
Partie courante de la dette à long terme	13	1 450	–
Partie courante des obligations locatives	14	253	230
Partie courante des instruments dérivés	10	9	50
Total des passifs courants		5 748	5 964
Provisions		37	36
Dette à long terme	13	18 375	15 967
Instruments dérivés	10	1	90
Obligations locatives	14	1 557	1 495
Autres passifs à long terme		623	614
Passifs d'impôt différé		3 536	3 437
Total des passifs		29 877	27 603
Capitaux propres	15	10 199	9 416
Total des passifs et des capitaux propres		40 076	37 019
Événements postérieurs à la date de clôture	15		
Passifs éventuels	18		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions, non audité)

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG	Réserve de couverture	Réserve au titre des placements dans des titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestre clos le 31 mars 2020									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2020	71	111 154	397	393 771	7 419	1 265	263	1	9 416
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	352	-	-	-	352
Autres éléments du résultat global									
Placements évalués à la JVAÉRG, après impôt	-	-	-	-	-	(250)	-	-	(250)
Instruments dérivés comptabilisés comme des couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	924	-	924
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(250)	924	9	683
Résultat global de la période	-	-	-	-	352	(250)	924	9	1 035
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(252)	-	-	-	(252)
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	(252)	-	-	-	(252)
Soldes au 31 mars 2020	71	111 154	397	393 771	7 519	1 015	1 187	10	10 199

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG	Réserve de couverture	Réserve au titre des placements dans des titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestre clos le 31 mars 2019									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2019	71	111 155	406	403 657	7 159	636	(125)	9	8 156
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	391	-	-	-	391
Autres éléments du résultat global									
Placements évalués à la JVAÉRG, après impôt	-	-	-	-	-	268	-	-	268
Instruments dérivés comptabilisés comme des couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(133)	-	(133)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	268	(133)	(3)	132
Résultat global de la période	-	-	-	-	391	268	(133)	(3)	523
Reclassement par suite de la sortie de placements évalués à la JVAÉRG dans les résultats non distribués	-	-	-	-	14	(14)	-	-	-
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(2)	(2 164)	(153)	-	-	-	(155)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(257)	-	-	-	(257)
Actions ayant changé de catégorie	-	(1)	-	1	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(1)	(2)	(2 163)	(410)	-	-	-	(412)
Soldes au 31 mars 2019	71	111 154	404	401 494	7 154	890	(258)	6	8 267

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	2019
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		352	391
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		639	609
Amortissement des droits de diffusion		22	19
Charges financières	7	220	189
Charge d'impôt sur le résultat		117	139
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges		12	8
Variation nette des soldes des actifs sur contrat		326	(9)
Variation nette des soldes des créances liées au financement	4	(259)	–
Autres		9	30
<hr/>			
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		1 438	1 376
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	19	(186)	(13)
<hr/>			
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		1 252	1 363
Impôt sur le résultat payé		(93)	(145)
Intérêts payés		(200)	(220)
<hr/>			
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		959	998
<hr/>			
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement		(593)	(617)
Entrées de droits de diffusion		(15)	(7)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles		(129)	(107)
Autres		(19)	(3)
<hr/>			
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(756)	(734)
<hr/>			
Activités de financement			
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	12	(1 417)	430
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	13	2 885	(400)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	10	90	(11)
Remboursements de principal des obligations locatives	14	(50)	(41)
Coûts de transaction engagés	13	(16)	–
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	15	–	(136)
Dividendes payés		(253)	(247)
<hr/>			
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement		1 239	(405)
<hr/>			
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 442	(141)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		494	405
<hr/>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		1 936	264

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, Sans-fil et Cable étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media était exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Ces fluctuations sont décrites à la note 1 de nos états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (les « états financiers de 2019 »).

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2020 (les « états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2020 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour nos états financiers de 2019, à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2020, qui sont décrites à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2020 ont été approuvés par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »), le 21 avril 2020.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2020 ne reflètent que les transactions et changements importants survenus au cours du trimestre écoulé depuis le 31 décembre 2019, date de clôture du dernier exercice, et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB. Les états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2020 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2019.

Tous les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2020

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- Modifications apportées au *Cadre conceptuel*, dont le but est d'améliorer les notions entourant divers aspects de la présentation de l'information financière et les normes IFRS actuelles.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition du terme « significatif ».
- Modifications apportées à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, (l'« IFRS 9 »), à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, (l'« IAS 39 ») et à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (l'« IFRS 7 »), appelées *Réforme des taux d'intérêt de référence*, qui donnent plus de détails sur la réforme fondamentale des grands taux d'intérêt de référence entreprise à l'échelle mondiale dans le but de redéfinir les taux interbancaires offerts (« TIO »), voire de les remplacer par des taux de référence quasi sans risque. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des contrats qui servent d'instruments financiers ou en concluons de nouveaux.

Récente prise de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptée

L'IASB a publié la nouvelle norme suivante, qui entrera en vigueur pour un exercice ultérieur et ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés de périodes à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable et Media. Les activités des trois secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés audités annuels de 2019. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers, mais les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent, collectivement, notre principal décideur opérationnel et sont ceux qui examinent régulièrement nos activités et notre performance par secteur. Ils examinent le BAIIA ajusté, qu'ils considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de la performance pour chaque secteur, et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice avant les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, (le profit) la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, les charges financières, les autres (produits) charges et la charge d'impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 31 mars 2020 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		2 077	973	412	(46)	3 416
Coûts opérationnels		1 051	520	497	13	2 081
BAIIA ajusté		1 026	453	(85)	(59)	1 335
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						639
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	6					21
Charges financières	7					220
Autres produits	8					(14)
Bénéfice avant impôt sur le résultat						469

Trimestre clos le 31 mars 2019 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		2 189	976	468	(46)	3 587
Coûts opérationnels		1 174	531	552	(5)	2 252
BAlIA ajusté		1 015	445	(84)	(41)	1 335
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						609
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	6					20
Charges financières	7					189
Autres produits	8					(13)
Bénéfice avant impôt sur le résultat						530

NOTE 4 : PRODUITS**Ventilation des produits**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Sans-fil		
Produits tirés des services	1 712	1 747
Produits tirés du matériel	365	442
Total pour Sans-fil	2 077	2 189
Cable		
Produits tirés des services	971	974
Produits tirés du matériel	2	2
Total pour Cable	973	976
Total pour Media	412	468
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(46)
Total des produits	3 416	3 587

Créances liées au financement

Les créances liées au financement correspondent aux sommes qui nous sont dues pour des services rendus aux termes d'ententes de financement d'appareils ou d'accessoires qui n'ont pas encore été facturés. Les soldes de nos créances liées au financement sont inclus dans le poste « Autres passifs courants », lorsque nous nous attendons à procéder à la facturation et à la collecte à l'intérieur d'une période de douze mois, et dans le poste « Autres actifs à long terme » des états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière. Le tableau suivant présente la ventilation des soldes des créances liées au financement.

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2020	2019
Partie courante des créances liées au financement	214	72
Partie non courante des créances liées au financement	157	40
Total des créances liées au financement	371	112

NOTE 5 : COÛTS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Coût des ventes de matériel	378	506
Marchandise destinée à la revente	54	56
Autres achats externes	1 132	1 147
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	517	543
Total des coûts opérationnels	2 081	2 252

NOTE 6 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons engagé 21 millions de dollars (20 millions de dollars en 2019) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2020 et en 2019, ces charges se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

NOTE 7 : CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	2019
Intérêts sur les emprunts ¹		192	173
Intérêts sur les obligations locatives	14	17	14
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi		3	3
Perte (profit) de change		132	(45)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		(126)	44
Intérêts inscrits à l'actif		(5)	(5)
Autres		7	5
Total des charges financières		220	189

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

NOTE 8 : AUTRES PRODUITS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Produits liés à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(3)	(6)
Autres produits de placement	(11)	(7)
Total des autres produits	(14)	(13)

NOTE 9 : BÉNÉFICE PAR ACTION

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour la période	352	391
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	505	514
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)		
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	1	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	506	516
Bénéfice par action		
De base	0,70 \$	0,76 \$
Dilué	0,68 \$	0,76 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions non encore réglés selon la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions s'est avérée plus dilutive que selon la méthode de règlement en trésorerie. Aucune incidence n'a été enregistrée pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Par conséquent, le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2020 a diminué de 10 millions de dollars (néant en 2019) lors du calcul du bénéfice dilué par action.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, 3 182 842 options étaient hors du cours (1 040 170 en 2019). Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.

NOTE 10 : INSTRUMENTS FINANCIERS**Instruments dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités. Ces instruments dérivés se déclinent sous forme de dérivés liés à la dette, de dérivés liés aux dépenses et de dérivés liés aux capitaux propres. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Tous les dérivés liés à la dette afférents à nos billets et débentures de premier rang, ainsi que nos dérivés liés aux obligations locatives et aux dépenses, actuellement en cours ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains (se reporter à la note 12). Nous désignons les

dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang et à nos obligations locatives comme couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Le tableau ci-après présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et au programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	970	1,428	1 385	–	–	–
<i>Programme de papier commercial</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 678	1,328	3 556	3 858	1,330	5 132
Dérivés liés à la dette réglés	3 678	1,325	4 873	3 536	1,329	4 701
Montant net en trésorerie reçu (payé)			90			(11)

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à un montant notionnel de 223 millions de dollars américains (1 226 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit s'élevaient à un montant notionnel de 970 millions de dollars américains (néant au 31 décembre 2019).

Au 31 mars 2020, nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 8 300 millions de dollars américains (8 300 millions de dollars américains au 31 décembre 2019), et tous les risques de change connexes avaient été couverts par des dérivés liés à la dette.

Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 ou 2019.

Obligations locatives

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	41	1,440	59	–	–	–
Dérivés liés à la dette réglés	6	1,318	8	–	–	–

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 105 millions de dollars américains (70 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'avril 2020 à mars 2023 (de janvier 2020 à décembre 2022 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,368 \$ CA/1 \$ US (1,318 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Le tableau ci-dessous présente les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	342	1,339	458	240	1,304	313
Dérivés liés aux dépenses réglés	225	1,298	292	210	1,243	261

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 107 millions de dollars américains (990 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'avril 2020 à décembre 2021 (de janvier 2020 à décembre 2021 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,312 \$ CA/1 \$ US (1,300 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 mars 2020, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,6 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,3 millions au 31 décembre 2019) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,82 \$ (51,76 \$ au 31 décembre 2019).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons conclu 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres (néant en 2019), à un prix moyen pondéré de 56,08 \$ (néant en 2019).

Dans une transaction distincte effectuée au cours du trimestre à l'étude, au moment du renouvellement de nos dérivés liés aux capitaux propres, nous avons réglé 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, moyennant des paiements nets de 1 million de dollars. Au même moment, nous avons conclu 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons réglé 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 72,04 \$, pour un produit net de 7 millions de dollars.

Par ailleurs, nous avons également signé des accords de prorogation pour le reste de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en juillet 2020 et en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers. La valeur comptable de nos obligations locatives se rapproche de leur juste valeur, car le taux d'actualisation employé pour calculer ces obligations se rapproche du taux d'emprunt en vigueur. La valeur comptable de nos créances liées au financement se rapproche de leur juste valeur si l'on tient compte de la comptabilisation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période ou sur les cours de marché à la clôture de la période, si ces derniers sont disponibles. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Ce qui suit constitue un sommaire de nos instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.
(en millions de dollars)	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Actifs financiers						
Placements évalués à la JVAÉRG						
Placements dans des sociétés ouvertes	1 539	1 831	1 539	1 831	–	–
Instruments dérivés						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	3 532	1 508	–	–	3 532	1 508
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	15	–	–	–	15	–
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	103	16	–	–	103	16
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	32	55	–	–	32	55
Total des actifs financiers	5 221	3 410	1 539	1 831	3 682	1 579
Passifs financiers						
Instruments dérivés						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1	96	–	–	1	96
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	9	29	–	–	9	29
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	–	15	–	–	–	15
Total des passifs financiers	10	140	–	–	10	140

Ce qui suit constitue un sommaire de la juste valeur de notre dette à long terme au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
(en millions de dollars)				
Dette à long terme (y compris la partie courante)	19 825	21 745	15 967	18 354

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux.

NOTE 11 : PLACEMENTS

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Placements		
Sociétés ouvertes	1 539	1 831
Sociétés fermées	111	107
Placements évalués à la JVAÉRG	1 650	1 938
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	904	892
Total des placements	2 554	2 830

NOTE 12 : EMPRUNTS À COURT TERME

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2020	2019
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	316	1 588
Total des emprunts à court terme	966	2 238

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu du papier commercial libellé en dollars américains	2 678	1,328	3 556	3 858	1,330	5 132
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 685)	1,350	(4 973)	(3 545)	1,326	(4 702)
(Remboursements sur le) produit reçu du papier commercial libellé en dollars américains, montant net	(1 007)	1 407	(1 417)	313	1,374	430
(Remboursements sur les) produit reçu des emprunts à court terme, montant net			(1 417)			430

Programme de titrisation des débiteurs

Ce qui suit constitue un sommaire de notre programme de titrisation des débiteurs au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2020	2019
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	1 157	1 359
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(650)	(650)
Surdimensionnement	507	709

Il n'y a eu aucune nouvelle activité liée à notre programme de titrisation des débiteurs pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Programme de papier commercial libellé en dollars américains

Ce qui suit constitue un sommaire des activités relatives à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Programme de papier commercial libellé en dollars américains à l'ouverture de la période	1 223	1,298	1 588	1 178	1,362	1 605
(Remboursements sur le) produit reçu du papier commercial libellé en dollars américains, montant net	(1 007)	1,407	(1 417)	313	1,374	430
Escompte à l'émission ¹	7	1,429	10	4	1,500	6
Perte (profit) de change ¹			135			(43)
Programme de papier commercial libellé en dollars américains à la clôture de la période	223	1,417	316	1 495	1,336	1 998

¹ Compris dans les charges financières.

Parallèlement aux émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains (se reporter à la note 10). Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette comme couvertures à des fins comptables.

NOTE 13 : DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Au	Au
				31 mars	31 décembre
				2020	2019
Facilités de crédit bancaire (partie libellée en dollars américains)	2022	970 US	Taux variable	1 376	–
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500 US	3,000 %	709	649
Billets de premier rang	2023	850 US	4,100 %	1 206	1 104
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700 US	3,625 %	993	909
Billets de premier rang	2026	500 US	2,900 %	709	649
Billets de premier rang	2027	1 500	3,650 %	1 500	–
Billets de premier rang	2029	1 000	3,250 %	1 000	1 000
Déventures de premier rang ¹	2032	200 US	8,750 %	284	260
Billets de premier rang	2038	350 US	7,500 %	497	455
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500 US	4,500 %	709	649
Billets de premier rang	2043	650 US	5,450 %	922	844
Billets de premier rang	2044	1 050 US	5,000 %	1 490	1 365
Billets de premier rang	2048	750 US	4,300 %	1 064	973
Billets de premier rang	2049	1 250 US	4,350 %	1 773	1 624
Billets de premier rang	2049	1 000 US	3,700 %	1 419	1 299
				20 001	16 130
Coûts de transaction et escomptes différés				(176)	(163)
Moins la partie courante				(1 450)	–
Total de la dette à long terme				18 375	15 967

¹ Correspond aux déventures de premier rang émises à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquelles RCCI était un garant ordinaire au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire de l'activité liée à notre dette à long terme pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ US)	970	1,428	1 385	–	–	–
Montants prélevés sur les facilités de crédit, montant net			1 385			–
Émissions de billets de premier rang (en \$ CA)			1 500			–
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			–			(400)
Émissions de (remboursements sur les) billets de premier rang, montant net			1 500			(400)
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net			2 885			(400)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	15 967	14 290
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	2 885	(400)
Perte (profit) de change	986	(169)
Coûts de transaction différés engagés	(16)	–
Amortissement des coûts de transaction différés	3	3
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	19 825	13 724

Au 31 mars 2020, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable s'élevait à 1 376 millions de dollars (néant au 31 décembre 2019). Parallèlement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt (se reporter à la note 10). Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette comme couvertures à des fins comptables.

Billets de premier rang

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2027 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,65 %. Nous n'avons pas émis d'autres billets de premier rang ni conclu de dérivés liés à la dette s'y rapportant au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours du trimestre clos le 31 mars 2020. En mars 2019, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars, assortis d'un taux de 2,8 %, à leur échéance.

NOTE 14 : CONTRATS DE LOCATION

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des activités liées à nos obligations locatives pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Obligations locatives à l'ouverture de la période	1 725	1 545
Entrées nettes	134	52
Intérêts sur les obligations locatives	17	14
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	(17)	(10)
Remboursements de principal des obligations locatives	(50)	(41)
Autres	1	(2)
Obligations locatives à la clôture de la période	1 810	1 558

NOTE 15 : CAPITAUX PROPRES**Dividendes**

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2020 et en 2019 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation.

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
22 janvier 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50
24 janvier 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50
18 avril 2019	2 juillet 2019	0,50
5 juin 2019	1 ^{er} octobre 2019	0,50
23 octobre 2019	2 janvier 2020	0,50
		2,00

Le 21 avril 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 2 juillet 2020 aux actionnaires inscrits le 10 juin 2020.

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B sans droit de vote. Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sans droit de vote donnent donc droit aux mêmes dividendes de plus de 0,05 \$ par action.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2020, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donne la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2020 et le 23 avril 2021, le moindre de 34,9 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'offre publique de rachat de 2020). Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2019, nous avons entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donnait la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2019 et le 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2019 »).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous n'avons racheté aucune action de catégorie B sans droit de vote. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars avait été versée au début d'avril 2019.

NOTE 16 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, laquelle est incluse dans les salaires, les avantages et la rémunération fondée sur des actions du personnel pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Options sur actions	(7)	5
Unités d'actions de négociation restreinte	8	16
Unités d'actions différées	(8)	9
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	25	(13)
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	18	17

Au 31 mars 2020, nous avons comptabilisé un passif total, à sa juste valeur, de 184 millions de dollars (220 millions de dollars au 31 décembre 2019) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons versé 29 millions de dollars (64 millions de dollars en 2019) aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

Options sur actions

Sommaire des options sur actions

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des activités liées aux régimes d'options sur actions, y compris les options liées à la performance, pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 31 mars 2020		Trimestre clos le 31 mars 2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	3 154 795	61,82 \$	2 719 612	53,22 \$
Attribution	1 598 590	62,56 \$	1 040 170	73,00 \$
Exercice	(17 230)	54,80 \$	(672 350)	46,29 \$
Renonciation	(9 521)	58,45 \$	–	–
En circulation à la clôture de la période	4 726 634	62,10 \$	3 087 432	61,39 \$
Exercçables à la clôture de la période	1 426 207	56,48 \$	902 782	50,63 \$

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019, aucune option liée à la performance n'a été attribuée.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisée au 31 mars 2020 s'établissait à 8 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2019) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

Unités d'actions de négociation restreinte*Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte*

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des activités liées aux unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance, pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
En circulation à l'ouverture de la période	2 472 774	2 218 925
Attribution et réinvestissement des dividendes	869 790	728 978
Exercice	(420 217)	(497 409)
Renonciation	(39 364)	(25 513)
En circulation à la clôture de la période	2 882 983	2 424 981

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 199 998 (151 541 en 2019) et ces attributions sont reflétées dans le tableau qui précède.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 31 mars 2020 s'établissait à 76 millions de dollars (56 millions de dollars au 31 décembre 2019) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

Régime d'unités d'actions différées*Sommaire des unités d'actions différées*

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des activités liées aux unités d'actions différées en circulation, y compris les unités d'actions différées liées à la performance, pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
En circulation à l'ouverture de la période	1 741 884	2 004 440
Attribution et réinvestissement des dividendes	18 424	36 868
Exercice	(92 677)	(142 629)
Renonciation	(9 477)	(8 294)
En circulation à la clôture de la période	1 658 154	1 890 385

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, les unités d'actions différées liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 4 400 (23 056 en 2019) et ces attributions sont reflétées dans le tableau qui précède.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 31 mars 2020 s'établissait à néant (1 million de dollars au 31 décembre 2019). Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

NOTE 17 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Actionnaire détenant le contrôle**

Nous concluons certaines transactions avec des sociétés fermées contrôlées par l'actionnaire détenant le contrôle de RCI, soit la Fiducie de contrôle Rogers. Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 étaient inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- l'honorable David R. Peterson, C.P., c.r., en qualité de président émérite du conseil non membre de la direction de Cassels Brock and Blackwell LLP, un cabinet d'avocats qui offre des services juridiques à la Société;
- Isabelle Marcoux, C.M., en qualité de présidente du conseil d'administration de Transcontinental inc., une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Services d'impression et services juridiques ¹	1	1

¹ La somme payée pour des services juridiques est négligeable.

NOTE 18 : PASSIFS ÉVENTUELS**Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros**

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC établit des tarifs définitifs nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant imposés et détermine en outre que ces tarifs s'appliqueront de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC ne sont pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, parce que nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes (les « entreprises de câblodistribution »), a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Le 27 septembre 2019, la Cour a suspendu l'ordonnance de manière provisoire jusqu'à ce qu'elle rende sa décision relative à la requête des entreprises de câblodistribution pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC d'ici à ce que la Cour autorise ou non l'appel des entreprises de câblodistribution. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'appel sera entendu vers le milieu de 2020, après quoi une décision sera rendue.

En raison du sursis interlocutoire et de la permission d'appel accordés par la Cour et de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions en définitive devoir rembourser aux revendeurs, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. L'ordonnance du CRTC dans sa forme actuelle aurait donné lieu au remboursement de montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 165 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive du 31 mars 2016 au 31 mars 2020. Nous estimons que l'incidence à long terme serait d'environ 11 millions de dollars par trimestre.

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». La Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Impôt sur le résultat

Nous sommes d'avis que nous avons comptabilisé une provision adéquate pour l'impôt sur le résultat selon les renseignements dont nous disposons actuellement. Le calcul de l'impôt et des taxes repose dans bien des cas sur l'interprétation judicieuse des règles et règlements fiscaux. Nos déclarations de revenus sont susceptibles de faire l'objet d'audits qui pourraient modifier considérablement les montants des actifs et passifs d'impôt exigible et différé et des provisions, et qui pourraient, dans certains cas, entraîner l'imputation d'intérêts et de pénalités.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

NOTE 19 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Débiteurs	266	75
Stocks	36	5
Autres actifs courants	(65)	(45)
Créditeurs et charges à payer	(439)	(105)
Passifs sur contrat et autres passifs	16	57
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(186)	(13)